

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât A  
19 rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 03/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RAGT SEMENCES**

Les Molinières  
2450 route de Baraqueville  
12450 Calmont

Références : 12-CRARC-2026-65  
Code AIOT : 0006803481

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement RAGT SEMENCES implanté Les Molinières 2450 route de Baraqueville 12450 Calmont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection inopinée réactive du 12 mars 2026 a été réalisée à la suite d'un signalement de pollution le 4 mars 2026 liée potentiellement aux activités du site.

Le signalement du 4 mars 2026 concernait la présence de grains traités ainsi que des poussières issues de traitements phytosanitaires dans de l'eau provenant de remontées de nappe au niveau -1 de la chaîne de conditionnement 70 du bâtiment 35. Ces eaux étaient ensuite pompées vers le réseau d'eau pluviale du site.

Un événement a déjà eu lieu le 21 janvier 2025 au même endroit concernant le transfert vers le réseau d'eau pluviale du site d'environ 200 litres d'eau de rinçage provenant de la ligne CD70 du bâtiment 35.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAGT SEMENCES
- Les Molinières 2450 route de Baraqueville 12450 Calmont
- Code AIOT : 0006803481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site RAGT SEMENCES des Molinières, créé en 1970, s'étend sur 20 ha dont environ 4,2 ha couverts. Il est dédié au séchage, tri, calibrage, traitement et conditionnement des semences. Il est autorisé par l'arrêté préfectoral n°12-2018-11-28-005 du 28 novembre 2018.

Il est notamment soumis à autorisation pour la rubrique 2160 (silos) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et à enregistrement pour les rubriques 1510 (entrepôt) et 2260 (calibrage et séchoir). Le site est également soumis à déclaration pour les rubriques 1185 (gaz à effet de serre fluoré), 2910 (combustion) et 4120, 4140 et 4510 pour les dangers associés aux produits de traitement des semences.

Les activités de RAGT Semences se décomposent en 4 grandes étapes:

- récolte, effeuillage pour le maïs et séchage, sauf pour les céréales;
- tri, calibrage et stockage des semences;
- traitement par pelliculage avec une bouillie de produits phytosanitaires et conditionnement;
- stockage des produits finis et expédition.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 4.3.1	Prescriptions complémentaires	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réactive inopinée du 12 mars 2026 a permis de constater que le local concerné par le

signalement avait été nettoyé.

Les semences traitées retrouvées à terre provenaient d'un élévateur à godet qui n'est pas complètement hermétique. L'exploitant a précisé en inspection que l'élévateur sera hermétique d'ici fin juin 2026 (un carter va être ajouté). Il s'est également engagé à procéder à un nettoyage journalier de la fosse lors des campagnes de traitement des semences.

L'inspection a permis de constater la présence de mousse dans le bassin de confinement des eaux pluviales du site. L'exploitant a précisé que les produits de nettoyage utilisés sur le site n'étaient pas susceptibles de générer de la mousse dans les eaux pluviales.

Considérant l'accident du 21 janvier 2025, le signalement du 4 mars 2026 et le constat lors de l'inspection du 12 mars 2026 de la présence de mousse dans les eaux pluviales, **l'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires imposant, durant un an, la réalisation d'une campagne trimestrielle d'analyse des rejets aqueux du site afin d'y vérifier l'absence des substances manipulées sur le site.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2018, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
<b>Constats :</b>  L'inspection réactive inopinée du 12 mars 2026 a permis de constater que le local concerné par le signalement avait été nettoyé.  Les semences traitées retrouvées à terre provenaient d'un élévateur à godet qui n'est pas complètement hermétique. L'exploitant a précisé en inspection que l'élévateur sera hermétique d'ici fin juin 2026 (un carter va être ajouté). Il s'est également engagé à procéder à un nettoyage journalier de la fosse lors des campagnes de traitement des semences.  L'inspection a permis de constater la présence de mousse dans le bassin de confinement des eaux pluviales du site. L'exploitant a précisé que les produits de nettoyage utilisés sur le site n'étaient pas susceptibles de générer de la mousse dans les eaux pluviales.  Considérant l'accident du 21 janvier 2025, le signalement du 4 mars 2026 et le constat lors de l'inspection du 12 mars 2026 de la présence de mousse dans les eaux pluviales, l'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires imposant, durant un an, la réalisation d'une campagne trimestrielle d'analyse des rejets aqueux du site afin d'y vérifier l'absence des substances manipulées sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>Mettre en place un carter au niveau de l'élévateur à godet du niveau -1 de la chaine de conditionnement 70 du bâtiment 35 avant fin juin 2026 afin d'empêcher les semences traitées d'entrer en contact avec les remontées de nappe.</p> <p>Réaliser durant un an une campagne de mesure des eaux pluviales du site rejetées vers le milieu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois